

## DEBAT

### **Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

Nous allons avoir un petit débat d'un quart d'heure, compte tenu de l'heure. Je voudrais poser la première question, d'ordre économique : si on prend la notion de souverainiste, pour un souverainiste français, je ne citerai pas de nom, typiquement, un combat majeur c'est sortir de l'euro, retrouver la monnaie nationale. C'est, le cas échéant, établir des barrières protectionnistes, la préférence nationale, etc. Or, pour vous, j'ai compris que ça n'a pas toujours été le cas, en tout cas des premiers souverainistes. Mais en tout cas, depuis un certain temps, en particulier sous votre direction, le souverainisme québécois ne fait pas de telles demandes. C'est-à-dire que votre parti entend, si l'indépendance politique était accordée, rester dans le dollar canadien, et conserver une politique de libre-échange complète, ne remettrait pas en cause les principes fondamentaux d'une politique économique compatible avec l'existence de cet ensemble plus vaste qu'est la fédération canadienne. J'aimerais que vous commentiez un peu ce point qui me paraît absolument fondamental dans les discussions, aujourd'hui, sur ce sujet.

### **Pauline Marois, Premier ministre du Québec**

Je remercie Monsieur De Montbrial de sa question. De fait, notre formation politique existe depuis le début des années soixante. Et nous avons eu de longues discussions sur cet enjeu. Et notre décision a été prise à la lumière de notre réalité géopolitique. Nous croyons qu'il est souhaitable pour nous de garder la monnaie canadienne. Nous sommes conscients que nous perdons une source de pouvoir ou de vérité sur la question des politiques monétaires. Nous pourrions faire valoir notre point de vue, bien sûr, mais notre voie sera minoritaire à ce moment-là. Je vous dirai qu'elle l'est déjà. De toute façon, ça ne changerait pas grand-chose puisque cette autorité est exercée actuellement par la politique monétaire canadienne. Donc, oui, nous conserverions le dollar canadien, et c'est particulièrement lié au fait que non seulement nous avons appuyé le libre-échange, et il faut que vous sachiez que le Québec exporte 42 % de son PIB, dont une partie vers le reste du Canada, mais pour l'essentiel nous exportons vers les États-Unis, vers l'Europe, et maintenant vers les pays émergents, notamment la Chine. Donc cela va de soi que nous conserverions la monnaie canadienne. Cela a été tranché il y a déjà un bon moment, et nous pensons qu'il est raisonnable d'agir de cette façon-là.

Vous savez, la souveraineté que nous prônons n'est pas une souveraineté de fermeture sur nous-mêmes, ou de renfermement. C'est une souveraineté d'ouverture sur le monde. La meilleure preuve en a été que les leaders du parti souverainiste, que je dirige maintenant, ont été les meilleurs porte-parole des accords de libre-échange, non seulement avec l'Amérique, mais maintenant avec l'Union européenne.

Est-ce qu'il y a d'autres questions ?

### **Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

S'il y a parmi les personnalités présentes ici un vrai souverainiste français, je serais heureux de lui passer la parole. Philippe, tu te considères comme un vrai souverainiste français ?

### **Philippe Moreau Defarges, Ifri**

Pas du tout.

### **Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

Y a-t-il un vrai souverainiste français ? Non ? Ça n'existe donc pas !

**Philippe Moreau Defarges, Ifri**

Madame, je vais vous poser une question un peu brutale. Pourquoi voulez-vous détruire le Canada ? Si le Québec devient indépendant du Canada, est-ce que ça ne détruit pas le Canada ? Est-ce que le Canada n'est pas la meilleure protection du Québec ?

**Pauline Marois, Premier ministre du Québec**

Nous ne voulons pas détruire le Canada. Nous voulons vivre en bons voisins, les uns avec les autres. Et nous ne travaillons contre personne. Nous ne travaillons que pour la Nation québécoise, de telle sorte qu'on puisse avoir une relation égalitaire avec le reste du Canada. Pourquoi cela ? Revenons aux fondements du projet de souveraineté et d'indépendance du Québec. Le Canada a été fondé sur l'existence de deux nations. Et l'une de celles-ci est en train de perdre pied, ou risque de perdre pied et de se voir assimilée. Surtout que nous sommes dans une réalité nord-américaine où nous sommes 7,5 millions de "parlant français" en Amérique du Nord, alors que nous sommes dans un continent de "parlant anglais", de "parlant espagnol". Et donc, dans cette perspective, nous ne faisons la souveraineté contre personne, nous la faisons pour nous-mêmes, parce que nous existons comme nation avec une langue, avec une culture, avec une histoire, et avec des institutions différentes. Je ne vous donne qu'un petit exemple. Notre Code civil s'appuie sur le Code napoléonien, alors que le reste de Canada, bien évidemment, fonctionne en vertu des règles de la *Common law*. Au-delà de ça, ce sont ce que j'appelle les raisons fondamentales, les raisons du cœur : une langue, une culture, une histoire, une façon d'occuper son territoire qui nous est propre, qui est singulière en Amérique.

Et puis il y a les "raisons raisonnables". C'est d'éviter les dédoublements, parce que dans la fédération à laquelle nous participons, les pouvoirs sont normalement répartis entre l'État central et les provinces. Mais, souvent, le gouvernement fédéral va, par sa capacité de dépenser, intervenir dans nos champs de compétences et de responsabilité. La bureaucratie constitue aussi un doublon, et nous avons déjà fait, il y a quelques années, une étude très approfondie de ce que nous pourrions économiser en éliminant ces dédoublements. Il y a même une recherche qui a été faite il y a quelques mois à peine par un analyste qui connaît bien le système québécois et le système canadien. Et nous économiserions des sommes considérables à cet égard.

D'autre part, et là je vous donne un exemple concret d'une politique différente que nous appliquons par rapport à celle du Canada, du gouvernement actuel, c'est la question du changement climatique. Nous sommes persuadés qu'il faut lutter collectivement, solidairement, avec toutes les nations du monde, pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Le Québec a été très audacieux, a pris beaucoup d'initiatives pour agir sur son économie. Nous avons la chance d'avoir de l'hydroélectricité, une énergie propre. Mais nous agissons avec nos entreprises pour qu'elles adoptent des programmes d'efficacité énergétique. Nous avons, par rapport au reste du Canada, le meilleur bilan à cet égard. Or le Canada a décidé d'aller dans une direction différente, et n'a plus la même détermination à lutter contre les gaz à effet de serre. Nous avons donc des politiques très opposées et très différentes. Mais, compte tenu que nous avons fait un grand bout de chemin, et que nous voulons aller encore plus loin, le Canada risque de nous tirer vers le bas et de nous pénaliser parce que nous avons été un élève exemplaire. Ça c'est une "raison raisonnable" pour être indépendants. Et comme je vous dis, il y a les raisons plus fondamentales qui sont liées à ce que nous sommes.

Mais je le dis et je le répète, pour moi c'est très important : nous ne voulons rien détruire, nous voulons nous assumer. Et en nous assumant, je crois que nous allons avoir des relations plus saines avec le reste du Canada, et nous pourrions d'ailleurs procéder à des ententes, à des partenariats. Si nous avons été capables de le faire, avec beaucoup d'effets, à travers le monde, sur certaines politiques sociales, sur certaines autres ententes, nous pourrions le faire aussi avec le Canada.

**Thomas Eymond-Laritz, APCO**

Madame la Première ministre, Thomas Eymond-Laritz, de l'APCO. Ce matin nous avons eu une session fascinante sur l'Afrique, et Lionel Zinsou a déclaré que la réponse à l'emploi des jeunes n'était pas l'éducation, mais l'investissement riche en emplois. Beaucoup s'interrogent pour savoir si cette politique est menée en France. Qu'en



est-il au Québec ? Et quelle est la différence, en termes de politique d'investissement entre le Québec et la France ?  
Merci.

**Pauline Marois, Premier ministre du Québec**

Alors je ne voudrais pas errer en commentant la politique d'investissement de la France, que je connais de façon générale et de façon peut-être un peu moins spécifique cependant. Mais je peux vous parler de nos politiques en matière d'investissement. D'abord, moi je suis intimement persuadée que la richesse des nations passe par l'éducation, par l'investissement en éducation, de la petite école à l'université, en passant par toutes nos écoles techniques. C'est fondamental, parce qu'être formé, avoir les outils pour être capable de prendre les meilleures décisions, ça veut dire une nation plus en santé, ça veut dire une nation capable de faire de la recherche, ça veut dire une nation capable de s'ouvrir sur le monde, d'avoir de la confiance. Alors, pour moi, l'éducation c'est absolument fondamental. Donc dans les budgets de l'État, c'est l'un des principaux budgets, évidemment, avec la santé, et nous luttons systématiquement contre un phénomène qui malheureusement existe chez nous, je ne sais pas si c'est le cas chez vous, qu'on appelle "le décrochage scolaire" chez les jeunes de niveau secondaire, qui se rattrapent quand ils deviennent adultes, mais quand même. Ça c'est premièrement.

Deuxièmement, nous avons des politiques en matière d'investissement pour hausser le niveau des emplois, qui vont des investissements dans le domaine très fondamental de la recherche, de l'innovation, en passant par nos secteurs industriels. Sur ce, je fais le lien avec la politique d'électrification des transports, et notre politique industrielle. Nous avons perdu beaucoup d'emplois dans le secteur manufacturier durant les dix dernières années. Or, nous avons un potentiel formidable avec nos ressources minières, nos ressources minérales, on pourrait les transformer chez nous. Et nous voulons "verdifier" nos entreprises, c'est-à-dire les rendre particulièrement efficaces sur le plan du contrôle des émissions de gaz à effet de serre, et efficaces sur le plan de l'environnement. Et en lien avec notre politique d'électrification des transports, nous pensons qu'il est possible pour le Québec de devenir un leader mondial dans les nouvelles technologies vertes. Encore une fois, nous avons une ressource énergétique, l'hydroélectricité, et si nous utilisons ce potentiel nous pouvons aller très loin. Donc, dans les politiques très concrètes de mon gouvernement, nous proposons par exemple certains congés fiscaux aux entreprises, qu'elles soient québécoises ou étrangères, qui souhaiteraient investir chez nous si elles choisissent des créneaux que nous avons privilégiés. Nous voulons soutenir évidemment toutes les entreprises qui investissent dans la recherche et le développement. Nous avons donc des politiques très agressives sur, encore une fois, des crédits d'impôt qui permettent aux entreprises de prendre leur décision sans avoir à demander l'aide directe du gouvernement, mais par les crédits d'impôt remboursables. Ces entreprises ont un incitatif très important pour investir chez nous.

Mais je reviens sur l'essentiel, quant à moi, c'est par là que nous allons changer la face du monde, j'en suis profondément persuadée.

**Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

J'ai l'impression que Lionel Zinsou va nous dire qu'il a été mal compris.

**Pauline Marois, Premier ministre du Québec**

Comme je n'étais pas à la conférence, vous pouvez nous en faire état.

**Lionel Zinsou, président, PAI Partners**

Non. Madame le Premier ministre, évidemment, je crois que tous les responsables africains sont de votre avis. L'éducation c'est le facteur de production le plus important de la croissance. Moi je suis enseignant, je suis professeur d'économie. Quand les étudiants ou les élèves me remettent une copie qui mérite 2, je ne me désespère pas, je continue, je me dis : "Ils finiront par avoir 18." Alors je vais vous dire comment avoir 18.

Je n'ai jamais dit que le problème de l'éducation n'était pas le problème africain. Jamais. Je n'ai pas dit ça et personne de responsable ne dit ça. J'ai même dit que le Sénégal consacrait 40 % de son budget à l'éducation. J'ai dit : "Il faut

faire à l'Afrique l'aumône d'avoir sur elle un regard rationnel, et un regard qui ne soit ni condescendant, ni complaisant, ni folklorique.

S'agissant de la croissance africaine, nous avons un problème terrible qui est apparu au monde entier en Tunisie, la révolution arabe, et qui est un problème d'insertion des jeunes dans l'emploi. Nous faisons évidemment beaucoup d'efforts financiers et qualitatifs pour éduquer la jeunesse africaine. La jeunesse, c'est la vraie force de l'Afrique. Et j'ai même pris l'exemple de ma fille qui était dans la salle, et j'aurais pu prendre l'exemple de la fille de Mo. Nous élevons nos enfants et nous les éduquons. Et nous, dans notre famille, on a fait un peu plus : je passe la moitié de mon revenu dans des activités d'éducation et de culture pour les enfants africains. J'ai dit : "Cessons de regarder l'Afrique comme un peuple qui n'a pas compris qu'ils sont capables d'amener leurs jeunes au travail". Ce n'est pas une question d'incapacité, ce n'est pas une question d'incompréhension. Nous savons très bien que l'Asie a 99 % de taux d'alphabétisation et d'éducation. Nous savons très bien que tous les pays développés, y compris la France y compris le Québec, jouent tout sur l'éducation. Et nous aussi. Le problème c'est que chaque fois que nous investissons un milliard d'euros ou un euro, parce que nous devons le consacrer à l'agriculture, à l'énergie, à l'eau, qui sont des secteurs couteux en capital, nous ne créons pas d'emplois. Evidemment que nous allons continuer d'élever nos enfants, nous n'avons besoin de personne pour élever nos enfants. Mais nous avons un modèle économique dans lequel, demain, il faut qu'on crée des emplois dans les services et dans l'industrie manufacturière. Et on le fait tellement qu'on a les meilleurs usages sociaux et les plus innovants, en matière de téléphonie mobile.

Donc, dans certains domaines, on est en avance, et je me mets sous le contrôle de mes amis marocains : dans le domaine des énergies renouvelables, on est en avance technologiquement. Et donc nous aurons demain une croissance qui sera intense en services et en emplois manufacturés. Mais ça n'est pas notre stade. Et nous avons un problème. Pendant dix, vingt ans, on va avoir des problèmes à faire rentrer les jeunes dans le travail. Mais ça n'a pas de rapport avec l'éducation. Et il n'y a pas un Africain dans cette salle qui pense qu'il ne faut pas éduquer au meilleur niveau nos enfants, comme s'ils étaient québécois, et c'est tellement vrai qu'on les envoie à l'université McGill !

**Pauline Marois, Premier ministre du Québec**

Et aussi à l'université de Laval, à l'université de Montréal !

**Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

Mon cher Lionel, j'ai deux remarques. La première c'est que je vous donne rendez-vous à toutes et à tous dans vingt ans pour la vingt-sixième édition de la World Policy Conference, en espérant que nous aurons 18 sur 20 à ce moment-là ! La deuxième c'est que c'est la première fois que j'entends Lionel Zinsou présenter son activité principale comme professeur ! Je crois que ce n'est pas une question, c'est plus un commentaire.

**Pauline Marois, Premier ministre du Québec**

C'est un commentaire tout à fait pertinent et intéressant !

**Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

Je voudrais passer la parole à Qu Xing.

**Qu Xing, président, China Institute of International Studies (CIIS)**

Madame le premier Ministre, je vous félicite tout d'abord pour votre éloquence et la profondeur de vos pensées. Ma question est la prolongation de la première question qui vous a été posée, sur l'avenir du Québec. Vous savez qu'il y a eu un référendum, en 1996, si je ne me trompe pas, pour déterminer l'avenir du Québec. Les fédéralistes étaient un peu plus nombreux que les souverainistes, donc ils ont gagné de justesse. Le gouvernement fédéral n'avait pas déclaré s'il allait accepter ou refuser le résultat de ce référendum. Mais nous savons que, après ce référendum, quelques décisions ont été adoptées par la Cour Suprême du Canada en vue d'empêcher que ce genre de référendum n'advienne encore une fois. Donc ma question est : "Où en est la situation aujourd'hui ? Est-ce que, à l'avenir, il y a la



possibilité pour le Québec d'organiser encore une fois un référendum pour déterminer si le Québec doit rester ou sortir du Canada ? Merci.

**Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

Avant que nous répondiez, Qu Xing est un Chinois qui parle français avec un accent un peu québécois !

**Pauline Marois, Premier ministre du Québec**

Oui, c'est vrai. J'avais remarqué. Qu'est-ce qui s'est passé ? Est-ce qu'il a vécu un peu au Québec ?

**Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

Non, il a vécu en Suisse.

**Pauline Marois, Premier ministre du Québec**

Ah bon d'accord. Nous sommes amis aussi avec plusieurs cantons suisses, en particulier les cantons francophones.

D'abord, la Cour Suprême a aussi dit que dans le cas où il y aurait un référendum gagnant, le Canada aurait l'obligation de négocier avec le Québec. Le gouvernement fédéral a, de fait, adopté une loi qui indique que le Québec devrait, s'il y a un référendum, poser une question claire et obtenir une majorité claire. Nous avons toujours contesté cette façon de voir. Nous croyons qu'en démocratie, il n'y a qu'une majorité : c'est 50 % plus un. Et le droit des peuples à l'autodétermination, il existe partout à travers la planète. Vous faites référence au référendum de 1995, il y en a eu un en 1980 aussi. Nous avons toujours été profondément respectueux de notre démocratie, des lois que nous avons adoptées. Nous avons une loi sur le référendum, au Québec, qui prévoit des financements à parts égales de comités du "oui" et de comités du "non".

Mais malheureusement, et je le dis bien simplement et sans lever le ton, malheureusement, au référendum de 1995, le gouvernement fédéral de l'époque n'a pas respecté notre loi, puisqu'il a procédé à des dépenses importantes, venant intervenir dans le débat qui concernait l'avenir du Québec. Il aurait pu le faire, à travers le comité du "non", en respectant notre loi, ce qu'il n'a pas fait. Alors moi je crois qu'en vertu du principe du droit à l'autodétermination des peuples, d'une loi que nous avons nous adoptée à l'Assemblée nationale, et du fait que tous les partis à l'Assemblée nationale du Québec, il y a trois formations politiques plus une petite formation politique qui est considérée comme des députés indépendants, ont voté sur le fait que le Québec, s'il voulait devenir indépendant, pouvait le faire dans une perspective où 50 % plus une des voix étaient suffisants. C'est ça nos règles de la démocratie. Nous ne sommes pas actuellement en train de préparer un autre référendum, je suis à la tête d'un gouvernement minoritaire, mais je reste convaincue que la voie d'avenir pour les Québécois, en tout respect pour les Canadiens, en tout respect pour le fait que nous voulons justement pouvoir vivre dans l'harmonie. Je crois que notre voie, ça demeure la souveraineté et l'indépendance du Québec, et que nous pouvons y arriver à partir du moment où démocratiquement nous en déciderons.

**Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

Malheureusement votre entourage a l'air fort inquiet, et je crois qu'il faut que vous partiez.

**Pauline Marois, Premier ministre du Québec**

On a un avion à prendre. On s'en va à Bruxelles pour discuter de libre-échange.

**Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

Bon, écoutez, en tout cas nous venons d'avoir un libre échange...C'est un peu facile !



**Pauline Marois, Premier ministre du Québec**

Vous avez pris la balle au bond !

**Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

Je vous remercie infiniment. Je crois qu'on a eu grâce à vous une discussion très stimulante. Et le fait, d'ailleurs, qu'on soit obligés de s'interrompre en ayant envie de continuer est aussi un excellent signe.